



ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Syndicat Mixte de Production d'Eau potable de la région du Sud Bessin – Pré Bocage

Place de l'hôtel de ville d'Aunay

14260 LES MONTS D'AUNAY

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

MARCHE EN PROCEDURE ADAPTEE

En application de

l'article R 2123-1 du Code de la Commande Publique

Animation agricole et préservation de la qualité de l'eau au forage de Fontaine Bouillante sur la commune de THURY- HARCOURT-LE-HOM

RC

Règlement de Consultation

Date et heure limites de réception des offres :

Lundi 18 décembre 2023 à 15 heure 00

Novembre 2023

SYNDICAT MIXTE DE PRODUCTION D'EAU SUD BESSIN – PRÉ BOCAGE

Place de l'Hôtel de Ville d'Aunay – Aunay-sur-Odon 14260 LES MONTS D'AUNAY

Téléphone : 02.31.36.78.11

Pôle administratif : administratif@smpe-sbpb.fr / Pôle technique : ingenierie@smpe-sbpb.fr

Numéro SIRET : 20001117900021

TABLE DES MATIERES

1.	Objet et étendue de la consultation.....	1
1.1.	Objet.....	1
1.2.	Mode de passation.....	1
1.3.	Décomposition de la consultation	1
1.4.	Durée du marché.....	1
2.	Conditions de la consultation	1
2.1.	Délai de validité des offres.....	1
2.2.	Dispositions relatives aux groupements.....	1
2.3.	Variantes	2
3.	Contenu du dossier de consultation	2
4.	Présentation des candidatures et des offres.....	2
4.1.	Éléments nécessaires à la sélection des candidatures	2
4.2.	Éléments nécessaires au choix de l'offre.....	4
4.3.	Présentation des variantes.....	4
5.	Conditions de remise des plis	4
6.	Examen des candidatures et des offres	5
6.1.	Sélection des candidatures	5
6.2.	Jugement des offres.....	6
6.3.	Attribution du marché.....	7
7.	Renseignements complémentaires.....	7
7.1.	Demande d'information.....	7
7.2.	Procédures de recours	8

1. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1. Objet

La présente consultation concerne :

L'animation agricole pour la préservation de la qualité de l'eau au forage de Fontaine Bouillante sur la commune nouvelle de THURY-HARCOURT-LE-HOM pour le compte du Syndicat Mixte de Production d'Eau potable de la région du Sud Bessin – Pré Bocage (SMPE Sud Bessin – Pré Bocage).

1.2. Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des articles R2123-4 à R2123-7 du Code de la commande publique.

1.3. Décomposition de la consultation

Les prestations à réaliser ne sont pas décomposées en lots : l'objet du marché ne justifie pas l'allotissement.

1.4. Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est d'un an renouvelable 3 fois.

A titre indicatif, les prestations débuteront dans le courant du 1^{er} trimestre 2024.

La première année s'étendra depuis la date de l'ordre de service jusqu'au 31 décembre 2024. Les années suivantes couvriront l'année civile.

2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2. Dispositions relatives aux groupements

L'accord-cadre pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

Possibilité de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un groupement :

☐ Oui

☒ Non

Ou en qualité de membres de plusieurs groupements :

☐ Oui

☒ Non

2.3. Variantes

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (solution de base). Ils peuvent également présenter, conformément aux articles R2151-8 à R2151-11 du Code de la commande publique, une offre comportant des variantes qui doit être conforme au CCTP et présenter des avantages en termes d'efficacité, de respect de l'environnement et/ou d'amélioration des conditions de travail.

3. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail estimatif (DE)
- La décomposition des moyens humains (DMH)

Il est remis gratuitement à chaque candidat par téléchargement uniquement sur la plateforme de dématérialisation : <https://www.marches-securises.fr>

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

4.1. Éléments nécessaires à la sélection des candidatures

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature – habilitation du mandataire par ses cotraitants) et DC2 (déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Libellés
Déclaration sur l'honneur : le candidat produit une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-11 du Code de la commande publique
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique.
Attestation d'assurance : déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Références de réalisation d'études du même type : présentation d'une liste des principales études effectuées au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé dont 3 significatives .
Liste des moyens techniques : déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature
Description technique des moyens et mesures employées : Description de l'équipement technique ainsi que des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise.
Certificats de qualifications professionnelles : des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres

L'équipe proposée possèdera des compétences dans les domaines suivants :

- Volet technique : expertise en gestion des problématiques liées à la qualité de l'eau potable, dont notamment la production, le traitement et la protection de la ressource

- Volet animation, accompagnement

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

4.2. Éléments nécessaires au choix de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail estimatif (DE)
- Une note méthodologique ou un mémoire technique qui contiendra :
 - La méthodologie proposée pour réaliser l'animation, l'adéquation des moyens humains mis à disposition pour l'exécution des prestations et l'échéancier prévisionnel proposé.
 - Pour les moyens humains le candidat fournira les profils et les curriculums vitae des intervenants concernés. Si un changement intervenait en cours d'exécution le candidat devra fournir au pouvoir adjudicateur un profil similaire.

Le CCAP, le CCTP et les documents remis par le pouvoir adjudicateur, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

4.3. Présentation des variantes

Les candidats présenteront un dossier général "variantes" comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent. Outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base, ils indiqueront les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des charges.

5. CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

Les plis devront parvenir par voie électronique à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée uniquement sur le profil d'acheteur de le pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-securises.fr>

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.lsti-certification.fr/>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue pourra être transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

6. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

6.1. Sélection des candidatures

Les critères relatifs à la candidature et intervenant pour la sélection sont les capacités techniques, financières et professionnelles.

6.2. Jugement des offres

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères et sous-critères	Pondération
Critère : Valeur technique décomposée de la façon suivante :	60%
Méthodologie de mise en œuvre du programme d'actions, dont l'échéancier prévisionnel	20%
Méthodologie de suivi et d'évaluation du programme d'actions	10%
Méthodologie de suivi des indicateurs de résultat	10%
Adéquation des moyens humains avec la prestation, dont DMH	10%
Qualité et praticité SIG et de base de données	10%
Critère : Prix des prestations	40%

Précisions sur l'analyse des offres :

Afin de conserver le poids des critères, sauf dans le cas d'une seule offre à analyser, il sera porté systématiquement et pour chaque critère la meilleure note à 10, les notes suivantes, étant, selon une règle de trois, portées elles aussi à une valeur par référence à la meilleure note.

❖ Critères valeur technique :

Les sous-critères des critères valeur technique et délai d'exécution se verront attribuer une note variant de 1 à 10 :

- De 1 à 2 = très insuffisant
- De 3 à 4 = insuffisant
- De 5 à 6 = moyen
- De 7 à 8 = bien
- De 9 à 10 = très bien

Attention : note éliminatoire pour le sous-critère qualité du mémoire technique : présentation et méthodologie proposée : note 3/10.

Les notes ainsi obtenues se verront appliquer les coefficients de pondération associés à ces critères.

❖ Critère prix :

Les propositions financières seront évaluées en points selon la méthodologie suivante qui sera appliquée aux offres recevables techniquement et économiquement au regard de l'estimation des services :

$$\text{Note de l'offre considérée} = \frac{\text{Offre la plus faible}}{\text{Offre considérée}} \times 10$$

La note ainsi obtenue se verra appliquer le coefficient de pondération du prix.

❖ Note globale du jugement de l'offre écrite :

La somme des notes pondérées est ensuite calculée pour donner une note globale à l'offre écrite sur 10 points.

Négociation :

A l'issue de l'analyse, une négociation technique et financière par lot pourra être envisagée avec 1 à 3 candidats les mieux classés par lot. Cette négociation pourra prendre la forme d'un échange téléphonique ou / et d'un échange de courriels ou / et d'une audition.

L'offre des candidats devra donc contenir les caractéristiques téléphoniques et courriel.

Les candidats disposeront ensuite d'une période de cinq jours pour apporter des adaptations techniques et financières s'ils le souhaitent.

En cas de négociation, une nouvelle analyse des offres sera réalisée sur la base des pondérations des critères et sous-critères du jugement des offres écrites initiales.

Le candidat ayant obtenu la note finale la plus élevée de l'analyse des offres avant ou après négociation éventuelle obtiendra le marché.

En cas d'ex aequo, c'est l'offre de l'entreprise disposant de la note la plus élevée sur le critère prix des prestations qui sera retenue.

Le pouvoir adjudicateur pourra toutefois attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

6.3.Attribution du marché

La réglementation ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer son offre. Toutefois, **la signature de l'offre du candidat attributaire devra impérativement intervenir au plus tard à l'attribution du marché.**

Le candidat seul ou les candidats en groupement retenus produisent les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé. Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

7.1. Demande d'information

Les candidats devront transmettre toute demande d'information en vue de renseignements complémentaires concernant cette consultation par l'intermédiaire du profil d'acheteur de le pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-securises.fr>

Toute demande d'information doit être adressée au plus tard 10 jours avant la date limite de réception.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises identifiées ayant téléchargé le DCE, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

7.2.Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Caen

3 rue Arthur Leduc

14050 CAEN CEDEX 4

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.